



Zoom

SITUATION ECONOMIQUE DE L'AGRICULTURE FRANÇAISE : des résultats prévisionnels en hausse en 2018

INDICATEURS-CLÉS DU TRIMESTRE

Indice des prix des produits alimentaires

- production agricole : + 1,5 %
- IPAMPA* : + 1,4 %
- production agroalimentaire : + 0,5 %
- consommation alimentaire : + 0,3 %

*Indice des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricole (4^e trimestre 2018)

Commerce extérieur agricole et agroalimentaire

- solde commercial français : 2 107 M€
- solde commercial Hauts-de-France : - 14 M€ (4^e trim. 2018)

➤ Cours du baril de pétrole Brent : 70,7 \$
+ 15 % sur un trimestre (08/04/2019)

➤ Cotation Euro-Dollar : 1 € = 1,12 \$
- 2% sur un trimestre (08/04/2019)

➤ Croissance du PIB : + 0,6 % (4^e trim. 2018)

➤ Déficit budgétaire : - 2,9 % du PIB

➤ Dette publique : 98,4 % du PIB
(4^e trimestre 2018)

L'année 2018 est marquée par un retour à des valeurs de production comparables à 2015. Ce rebond se traduit par une amélioration des résultats de la branche agricole. Toutefois, la hausse de la production agricole française est principalement tirée par les productions végétales et surtout par la viticulture.

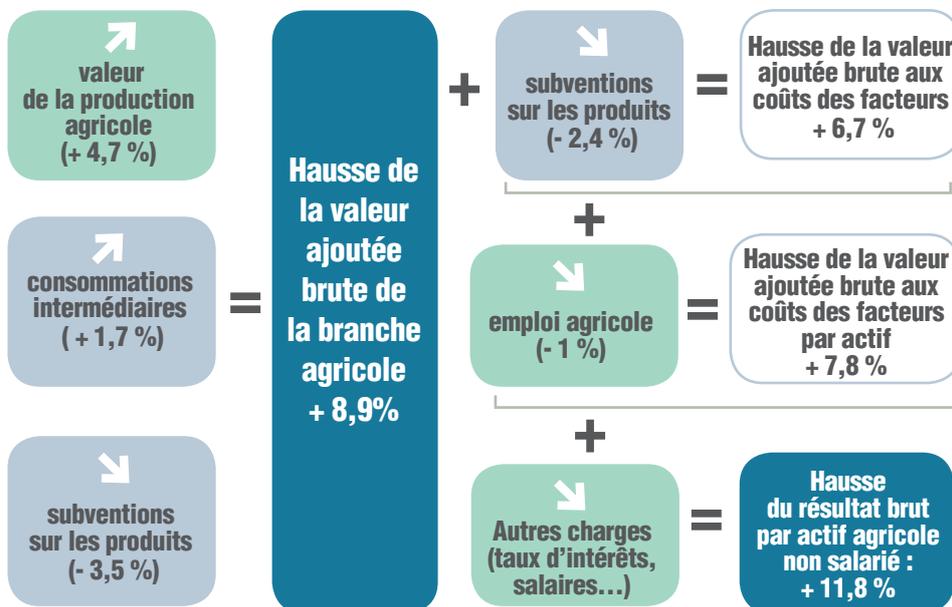
Par rapport à 2017, la valeur de la production agricole est en hausse de 4,7 % pour atteindre 75,2 Md€ en 2018. Ce résultat recouvre cependant des évolutions très contrastées entre les différentes productions.

Pour les filières végétales, la valeur de la production enregistre une hausse de 8,9 %. Cette dernière est principalement tirée par la production viticole (+ 28,5 %) qui a bénéficié de conditions climatiques favorables. Pour les céréales, le rebond des cours et la très bonne qualité de la récolte compensent une baisse de rendements due à de mauvaises conditions météorologiques. Les légumes et les pommes de terre bénéficient également d'une

importante hausse de prix (+ 24,1 %) dans un contexte de baisse des rendements. A noter que les cours de la pomme de terre s'apprécient très fortement en 2018 (+ 45 %) pour dépasser le seuil de 400 €/t. en septembre 2018. En revanche, pour les fourrages, les oléo-protéagineux et les betteraves, les baisses de volume sont amplifiées par le repli des prix mondiaux.

En ce qui concerne les productions animales, après une hausse de 5,7 % en 2017, la production en valeur repart à la baisse avec -1,2 % sur l'année 2018. Cette baisse est principalement liée à la chute des cours du porc (-12,4 %) sous les effets conjugués d'une réduction de la demande chinoise et d'une offre mondiale toujours importante. La valeur de la production d'œufs connaît également une évolution négative en 2018 : -7,7 % après une année 2017 marquée par une flambée des prix (crise du Fipronil). Une bonne nouvelle toutefois pour la production de volailles : elle se redresse (+ 6,4 %) après les crises sanitaires de 2017. Enfin, la viande bovine augmente légèrement en valeur (+ 1 %) grâce à une stabilité des volumes et une appréciation des prix (+1,1 %).

Un résultat brut par actif non salarié en hausse de 11,8 % en 2018



SITUATION ECONOMIQUE DE L'AGRICULTURE DES HAUTS-DE-FRANCE : moins favorable qu'au niveau national mais en amélioration

Si le Ministère et l'Insee ont réussi à publier des chiffres macroéconomiques sur 2018 pour l'ensemble de l'agriculture française, il faudra attendre juillet 2019 pour disposer de chiffres régionaux. Toutefois, une transposition de ces résultats à l'échelle des Hauts-de-France et les chiffres au niveau des exploitations fournis par le RICA 2017* nous permettent déjà d'établir des tendances régionales. La situation des exploitations serait en amélioration après une année 2016 aux résultats exceptionnellement bas, malgré une fragilité des structures encore importante.

Des résultats en hausse grâce à une campagne 2017 plutôt positive

En 2017, le résultat courant avant impôt des exploitations agricoles atteindrait 43 000 € dans les Hauts-de-France (5 fois plus que l'année précédente) alors que la moyenne française se situe autour de 38 000 €. 13 % des exploitations régionales enregistrent un résultat négatif contre 49 % en 2016. Ces résultats, qui se rapprochent des niveaux des campagnes 2014 et 2015, s'expliquent principalement par une amélioration des rendements dans un contexte de prix globalement corrects.

Mais des indicateurs économiques qui demeurent défavorables pour les exploitations régionales

Parmi les 5 indicateurs retenus pour mesurer la santé économique d'une exploitation, 3 sont défavorables en 2017 dans les Hauts de France, faisant peser un risque sur la pérennité des exploitations. Les ratios annuités sur chiffre d'affaires et annuités sur EBE restent défavorables même si ils se rapprochent de la normale. La rentabilité progresse, quant à elle nettement (28 % contre 18 % en 2016) mais est toujours inférieure à la normale. Le taux d'endettement reste sous la barre des 50 % et enregistre même une baisse de 2 points par rapport à 2016. La solvabilité s'améliore également et les difficultés de paiement s'atténuent.

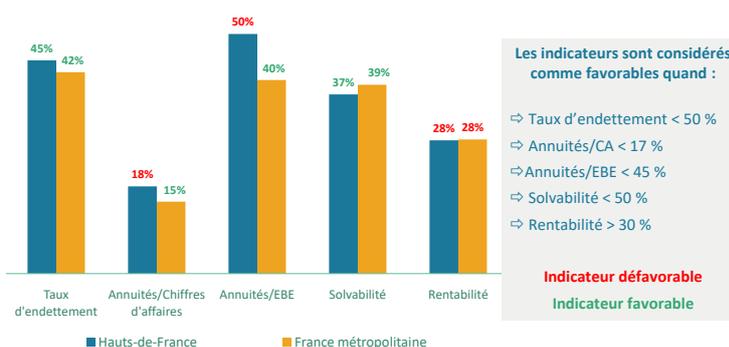
Dans l'ensemble, la situation des exploitations des Hauts-de-France est moins favorable que la moyenne nationale. A noter que la hausse de la volatilité du contexte dans lequel les exploitations régionales évoluent se confirme en 2017.

Une situation qui devrait encore s'améliorer en 2018

Les bilans conjoncturels régionaux et les comptes prévisionnels de l'agriculture (cf page1) présentent des résultats positifs pour les filières phares de la région en 2018. Ainsi, la hausse des prix des céréales et de la pomme de terre devrait particulièrement profiter aux exploitations régionales en surcompensant des rendements décevants. Par contre, la production betteravière, impactée par les conditions météorologiques, chute de 10 % face à des cours du sucre très volatiles et en baisse de 25 % sur l'année.

3 indicateurs économiques sur 5 sont encore défavorables dans les Hauts-de-France

Ratio économique des exploitations agricoles en 2017



Source : Agreste, RICA

Note : EBE : Valeur ajoutée produite + remboursement forfaitaire de TVA + subventions d'exploitation + indemnités d'assurances - impôts et taxes - charges de personnel. Taux d'endettement : Ratio rapportant l'ensemble des dettes au total du passif - Rentabilité : Rapport EBE sur production brute corrigée (production et subventions reçues) - Solvabilité : Rapport des dettes court terme sur l'actif circulant *RICA : Le Réseau d'Information Comptable Agricole récolte chaque année des données comptables et techniques individuelles sur un échantillon d'exploitation (550 dans les Hauts-de-France en 2017)

BREXIT : quels impacts sur les exportations agricoles et agroalimentaires françaises ?

La perspective d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne sans accord semble se rapprocher. Face à un tel scénario, les exportations agricoles et agroalimentaires des Hauts-de-France seraient fortement impactées.

9% des exportations alimentaires françaises potentiellement impactées par le Brexit, soit 5,4 M€

Structurellement très dépendant de l'extérieur pour son approvisionnement, le Royaume-Uni enregistrait en 2017 le plus gros déficit agricole et agroalimentaire de l'Union européenne (28 Md€). La France contribue à près de 10 % des importations alimentaires du pays.

Un « Hard Brexit » (i.e. une sortie de l'UE sans accord) pourrait entraîner l'application de droits de douane compris entre 10 et 30 % sur les exportations agroalimentaires à destination du Royaume-Uni. A cela, s'ajouteraient

l'instauration de barrières non tarifaires (contrôles sanitaires, différences de normes...) et les effets d'une dépréciation de la livre sterling sur le prix des biens importés par le Royaume-Uni.

L'élasticité-prix des produits alimentaires à l'importation au Royaume-Uni étant relativement faible, la demande des consommateurs britanniques ne devrait diminuer que modérément à court terme ; d'autant plus que les autorités britanniques semblent vouloir maintenir la fluidité des échanges agroalimentaires dans un premier temps. Néanmoins, le renchérissement des produits européens pourrait entraîner un report progressif d'une partie de la demande vers des produits d'autres provenances (notamment les États-Unis ou la Nouvelle-Zélande).

À terme, le Brexit générerait une perte de 500 M€ pour les exportations agroalimentaires françaises. Au niveau national, les filières viticoles et laitières seraient les plus impactées.

BREXIT : quels impacts sur les exportations agricoles et agroalimentaires des Hauts-de-France ?

Plus de 985 M€ d'exportations agricoles et agroalimentaires régionales potentiellement impactées par le Brexit

Les Hauts-de-France génèrent 18 % des exportations alimentaires françaises vers le Royaume-Uni. Pour 8 produits, la région représente même plus de la moitié des exportations nationales. Pour les aliments homogénéisés et diététiques et le sucre, ce taux monte respectivement à 81 % et 80 %.

Alors que la balance commerciale agricole et agroalimentaire régionale ne cesse de se dégrader, **l'excédent avec le Royaume-Uni est, quant à lui, en hausse de 28 % sur les quatre dernières années** (469 M€ en 2018). La hausse des exportations sur cette période (+ 175 M€) est surtout tirée par quelques productions telles que les aliments homogénéisés et diététiques, les produits du travail du grain, les produits à base de viande, le sucre ou les céréales (dont les exportations ont été multipliées par 8 par rapport à 2015). En revanche, certaines filières voient leurs exportations reculer après 2015, en

particulier les huiles et les préparations à base de fruits et légumes. A noter, les échanges des Hauts-de-France avec le Royaume-Uni sont excédentaires pour les produits transformés (+ 587 M€) et déficitaires pour les produits bruts (-118 M€).

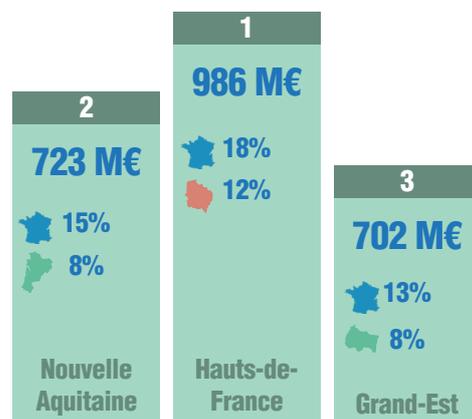
En 2018, les trois plus gros postes d'exportations des Hauts de France vers le Royaume-Uni sont :

- le sucre (143 M€),
- les aliments pour animaux de compagnie (95 M€),
- les produits amylacés (85 M€).

Mais les exportations régionales les plus susceptibles d'être impactées par le Brexit sont celles pour lesquelles la destination britannique a un poids relativement important. Ainsi, le Royaume-Uni représente respectivement 62 % et 40 % des exportations régionales de pâtes alimentaires et de produits à base de viande. Un Hard Brexit aurait donc des impacts non négligeables sur ces filières et pourrait nécessiter la recherche de nouveaux débouchés.

5,4 Md d'exportations agricoles et agroalimentaires françaises vers le Royaume-Uni

dont près d'1 sur 5 en provenance des Hauts-de-France

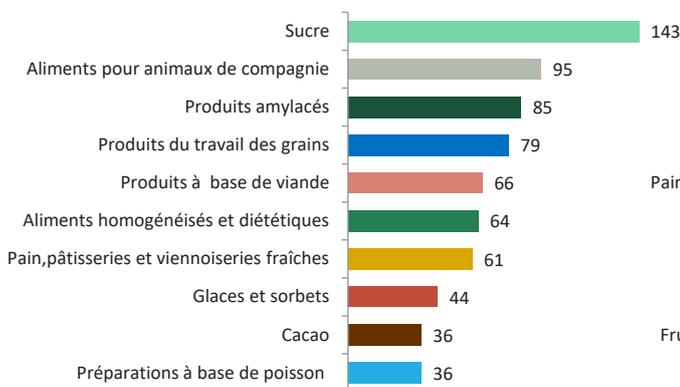


Note de lecture : Les Hauts-de-France exportent 986 M€ de produits agricoles et agroalimentaires vers le Royaume-Uni, soit : 18 % des exportations nationales vers ce pays, 12 % du total des exportations agricoles et agroalimentaires régionales.

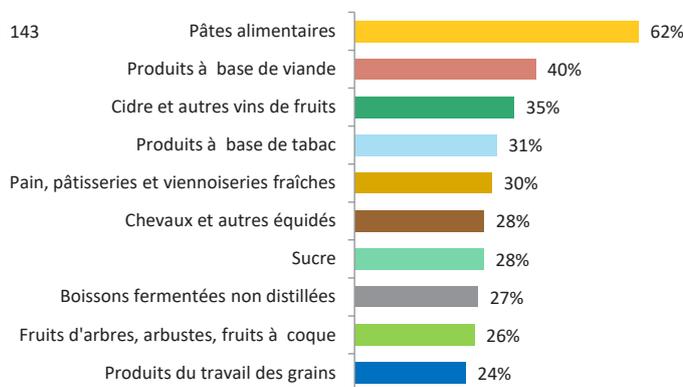
Sources : Douanes 2018, traitements Chambre d'Agriculture NPDC

12 % des exportations agricoles et agroalimentaires des Hauts-de-France sont destinées au marché britannique soit 985 M€

Top 10 des produits les plus exportés en valeur (M€)



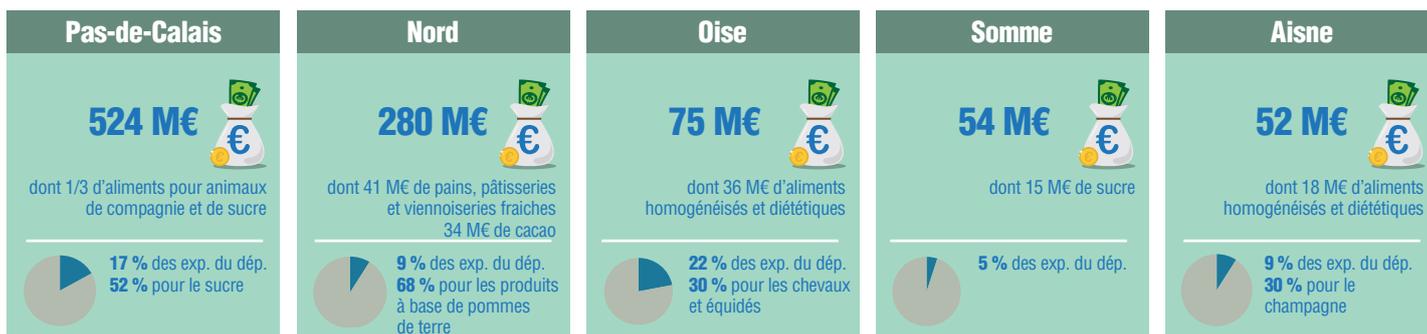
Top 10 des produits exportés pour lesquels la part du Royaume-Uni est la plus importante (en %)



Note de lecture : En 2018, les Hauts-de-France ont exportés 143 M€ de sucre vers le Royaume-Uni ce qui représente 28 % des exportations totales de sucre réalisées par la région.

Des profils départementaux différents

Exportations agricoles et agroalimentaires des départements vers le Royaume-Uni en 2018



Note : Sont ici présentées les exportations agricoles et agroalimentaires vers le Royaume-Uni de chaque département des Hauts-de-France en millions d'euros et en pourcentage dans le total des exportations agricoles et agroalimentaires du département.

Sources : Douanes 2018, traitements Chambre d'Agriculture NPDC

Économie

Investissements étrangers en France : au plus haut niveau depuis 10 ans. Plus de 1 300 projets d'investissements étrangers ont été enregistrés en France en 2018 (+ 2 % sur un an ; source Business France). En tête des pays investisseurs : les États-Unis (18 % des investissements étrangers) et l'Allemagne (14 %). En revanche, les emplois créés ou maintenus par ces investissements reculent de 9 % en 1 an (30 302 emplois en 2018).

BREXIT : le Port de Calais se prépare. Une nouvelle plateforme destinée au service d'inspection vétérinaire et phytosanitaire (SIVEP) s'ajoute aux deux SIVEP construits dans l'optique du BREXIT sur le site du tunnel sous la Manche et sur le port du Boulogne-sur-Mer. Des recrutements de douaniers et de vétérinaires sont également en cours.

Filières

Les prix du lait payés aux producteurs se redressent légèrement en ce début d'année. Suite à une production européenne plus maîtrisée, les prix du lait conventionnel augmentent de 8 € par rapport à 2018 et atteignent les 332 €/1000 litres. Malgré cette augmentation les prix restent très en dessous de l'indicateur interprofessionnel fixé suite aux Etats généraux de l'alimentation de 396 €/1000 litres.

Le déficit du commerce extérieur français de viandes de poulets a atteint un niveau record en janvier (49,5 millions d'euros). En un an, les importations augmentent de 9% (notamment de Pologne et de Belgique) et les exportations baissent de 8,3% (en particulier vers le Moyen-Orient et l'Afrique sub-saharienne).

La Fièvre Porcine Africaine (FPA) entraîne une hausse de la demande chinoise de viande porcine. Le pays, premier producteur et premier consommateur mondial a en effet déjà dû abattre près d'un million de porc. Une situation qui se fait ressentir sur les cours du porc qui augmentent partout en Europe.

Pomme de terre : une année record pour l'industrie belge qui a transformé 5 millions de tonnes de pommes de terre en 2018 (10 fois plus qu'en 1990). Entre 2016 et 2018, les industriels belges du secteur ont investi près de 300M€ par an.

La consommation à domicile de viande continue de reculer en France. Alors que les prix ont augmenté en 2018, les ménages achètent moins. A l'exception de la viande de canard, toutes les espèces sont concernées : -3,4 % pour la viande de porc, -3,3 % pour la viande de bœuf, -1,1 % pour la viande de poulet.

La France exportera 9,7 millions de tonnes de blé tendre vers les pays tiers durant la campagne 2018-2019. Les exportations ont atteint un niveau record en mars (1,5 Mt) notamment grâce au marché algérien. Le poids de l'Algérie dans les exportations nationales (58 %) pose cependant question dans un contexte d'incertitude politique.

Les stocks mondiaux de maïs revus à la hausse. Les stocks révisés passent de 308.5 à 314 millions de tonnes suite à une révision à la hausse de la production des grands pays exportateurs (Argentine, Brésil et Etats-Unis). L'Union européenne reste importatrice nette.

Les surfaces de pomme de terre de consommation pourraient augmenter de 1 à 2 % en 2019 en Europe de l'Ouest. Pour faire face à une hausse de la consommation mondiale (notamment de l'industrie de la frite), les surfaces atteindront plus de 600 000 hectares soit le plus haut niveau depuis 10 ans.

Une progression du marché de l'agroéquipement français estimée à 4,5 % en 2019 après une hausse de 6,5 % en 2018. Le marché devrait atteindre les 5.6 Md€ cette année pour retrouver les niveaux d'avant la crise traversée entre 2014 et 2017.

Agroalimentaire

Sucrerie Saint Louis d'Eppeville (80) : fermeture en 2020. Dans le cadre projet de restructuration du groupe allemand Südzucker, la production de sucre et d'alcool de la distillerie de la sucrerie se sont arrêtées, avec transfert de l'essentiel des activités et des emplois (76 salariés actuellement) vers les deux sites de Roye. L'activité se recentrera sur le stockage de sucre, sirop et mélasse ainsi que sur l'activité de déshydratation de pulpes.

Le semencier Bioline (groupe coopératif In Vivo) investit sur son site de la Chapelle d'Armentières (59). 11 M€ seront dédiés à la construction de 3 nouveaux bâtiments opérationnels à partir de juin 2019. L'entreprise de 100 salariés, premier semencier de France, s'équipera également de nouvelles machines afin « développer la troisième voie de l'agriculture (préoccupation environnementales, économiques et sociales), qui ne sera ni le tout chimique, ni le tout bio" (directeur Pascal Mombled.)

SICAPA investit 7 M€ dans l'agrandissement de son site de stockage de produits pharmaceutiques de Neuville-Saint-Amand (02) afin d'accueillir de nouvelles coopératives. L'embauche de 5 à 10 personnes est prévue.

Fourneo s'installera sur la Porte du Littoral de Leulinghem (62). La société de fabrication industrielle de pain et de pâtisserie fraîche souhaite investir entre 20 et 25 M€ après avoir acquis un terrain de 90.000 m². Une cinquantaine d'emplois seront créés dans un premier temps.

Roquette sur le podium des déposants de brevet dans le Nord-Pas de Calais. Avec 28 brevets déposés en 2018, l'entreprise arrive deuxième derrière l'équipementier Valeo (plus de 160 demandes).

Bonduelle poursuit son développement aux Etats-Unis avec le projet d'acquisition de l'usine SENECA à Lebanon en Pennsylvanie, spécialisée dans le conditionnement de produits surgelés (7 lignes de conditionnement et 140 collaborateurs permanents). L'objectif de Bonduelle est de compléter son dispositif industriel surgelé en Amérique du Nord comptant aujourd'hui 4 outils industriels à l'Est des Etats-Unis et 6 au Canada.

Le breton COOPERL rachète la marque Jean CABY. Cet achat comprend uniquement les marques et les logos du groupe connus des consommateurs français. La liquidation de l'entreprise avait entraîné le licenciement des 232 salariés en juin 2018.

Innovation

AGRIKOLIS créé le point retrait de colis à la ferme. L'entreprise lilloise a lancé ce service innovant de retrait de colis volumineux pour les particuliers en milieu rural en début d'année. Aujourd'hui c'est près de 500 colis qui sont livrés chaque mois dans 5 points relais (Annoeullin, Bondues, Meurchin, Loos-en-Gohelle, et près d'Albert en Picardie). Le réseau devrait compter une centaine de fermes d'ici quelques mois.

Développement durable

Le groupe ERG italien acquiert six parcs éoliens dans les Hauts-de-France. Représentant un puissance cumulée de 52 MW, cet investissement de 52 M€ permet à ERG de détenir une capacité de 360 MW en France.

Nouvelle unité de méthanisation en 2020 à Visaise (02). Représentant un investissement de plusieurs M€, cette unité va créer 4 équivalents temps plein. Le projet a bénéficié du soutien de la Région, de la Chambre d'Agriculture ainsi que des élus locaux.